

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois 15 30 60
 Six Mois 25 50 100
 Un An 45 90 180
 Départements... 18 35 70
 Union Postale... 21 40 80
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Loyalement

Fidèle à sa vieille et libérale tradition, le *Figaro* veut bien donner aujourd'hui la parole à un collaborateur hors cadres dont les idées, par conséquent, n'engagent que lui-même, et qui, les croyant saines, est bien aise de les exposer à cette tribune, où la voix porte loin.

Je voudrais dire quelques mots au sujet du rôle joué par la Ligue de la Patrie française dans la crise nouvelle qui va se dénouer aujourd'hui par un vote décisif de la Chambre. S'il m'arrive, en les disant, de déplaire à des amis — dont quelques-uns très chers — que je compte dans ses rangs, je les prie de m'excuser. Le malheur des temps veut qu'on ne puisse plus à cette heure avoir une opinion et l'exprimer, fût-ce avec modération, sans irriter quelqu'un des opinions intraitables qui guettent la votre au passage. Mais ce même malheur des temps exige aussi qu'on n'hésite pas à déclarer loyalement ce qu'on croit juste et vrai, afin d'aider la conscience française à se reprendre, au milieu de l'effroyable débordement d'insinuations, de dénégations et de mensonges qu'elle flotte désemparée. Le manque, à peu près général, de loyauté est une des plaies dont nous souffrons et qu'il faudrait guérir.

Je ne suis pas de la Ligue de la Patrie française. Sa porte m'eût-elle été ouverte si j'y avais frappé, ou bien eût-on invoqué pour m'exclure des raisons analogues à celles qui ont motivé l'excommunication fulminée contre M. Hervé de Kerohant? Je l'ignore. L'idée de m'en assurer ne m'est pas venue. J'ai lu le manifeste de la Ligue. Il m'a paru manquer de netteté, j'allais dire de franchise. J'ai regardé la liste des signataires de ce manifeste. Ai-je besoin de dire qu'il y a parmi eux des hommes que j'aime et que j'honore? Oui, mais l'un de ces hommes-là avait déjà donné son nom et son offre à cette étrange souscription Henry, — et cela me chagrinait un peu.

Un autre signataire m'avait écrit, quelques mois auparavant, pour m'offrir de participer à une campagne contre les protestants, dont il m'exposait le plan avec une tranquille inconscience de secrétaire; j'avais décliné, non sans motif énergiquement refus, toute collaboration à cette besogne malveillante et stupide. Ainsi, manifeste équivoque, et la pensée secrète des chefs n'aurait pas formulé encore mais se laissait déjà deviner; signataires, dont quelques-uns du moins étaient suspects à mes yeux d'appartenir à la Ligue, soit-disant de réconciliation nationale, tout autre chose qu'un esprit d'apaisement et de concorde; je résolus donc de m'abstenir.

Mais, comme il m'en coûtait tout de même un peu de ne pas aller au drapeau — au cher, au bien-aimé drapeau qu'on agita bruyamment devant moi en appelant les bons Français à sa défense — je me demandai si c'était quelque tuteur de ma foi patriotique qui m'empêchait d'accourir à cet appel de clairon. Je fis mon examen de conscience, j'embrassai d'un coup d'œil ma vie passée — et je fus bientôt rassuré. Je constatai d'abord que j'avais pas attendu jusqu'à la présente et maladroite année pour découvrir le patriotisme; que j'avais, comme beaucoup d'autres, aimé la patrie en 1870 de la façon qui convenait en ce temps-là; que j'avais fait de mon mieux depuis lors pour lui être un serviteur utile dans le poste qu'elle m'a confié, parmi les éducateurs de sa jeunesse militaire... Et de tout cela je conclus qu'on pouvait aimer profondément la France et son armée sans être obligé d'adhérer à cette Ligue qui oubliait de nous dire — chose pourtant essentielle à savoir, dans l'occurrence très particulière où elle venait de se fonder — ce que ses promoteurs pensaient du respect qu'un bon citoyen doit à la justice de son pays et aux magistrats chargés de l'administrer.

Et si d'aventure j'avais agi autrement, si je m'étais fait ligueur, il me semble que j'éprouverais aujourd'hui quelque regret, quelque confusion même, comme il est naturel qu'en ressentent un honnête homme qui s'aperçoit qu'on a un peu abusé de sa candeur.

Cette pensée secrète, dont le manifeste du début escamotait prudemment l'expression, et qui se laissait à peine entrevoir dans l'éloquent discours de celui de ses parrains qui présenta officiellement la Ligue au public avec toute la dextérité de son talent, — nous la connaissons maintenant.

Profiter de la colère causée par les attaques de de bien maladroits partisans de Dreyfus dirigées avec un criminel acharnement contre l'armée; capter la force constituée par le sentiment national, cruellement blessé dans la plus sensible; jeter à ce peuple justement irrité un appel retentissant, le convier à la défense de l'Armée, fille de ses entrailles, et ne le convier en apparence qu'à cela; — puis, les adhésions recueillies, et elles ne pouvaient pas ne pas être innombrables, démasquer peu à peu, en une série de gradations savantes, la pensée intime et profonde qui, révélée de prime abord — ainsi qu'une loyauté scrupuleuse l'exigeait peut-être, — eût fait reculer beaucoup de braves gens; dresser en un mot une machine de guerre destinée à battre en brèche l'œuvre de la révision: tel est bien le but que se proposent, sinon la Ligue elle-même, qui n'est qu'un instrument, du moins ceux qui la dirigent et qui parlent en son nom.

Et je dis que ces hommes ont — entre autres mérites que j'admire en eux — celui de bien connaître leur temps.

Ils savent que la pusillanimité est reine et impératrice du monde politique. Admirez donc l'adresse de la combinaison qui consista d'abord à recruter les gros bataillons de la Ligue en leur dissimulant toute une partie, et non la moins importante, de la besogne à laquelle on allait les employer, — puis à peser de tout le poids de ces masses sur les frères résolutions du pouvoir, dans l'espoir, qui n'a pas été déçu, de le terroriser... Et c'est pourquoi nous assistons depuis quelques jours au spectacle que voici. La Ligue de la Patrie française en tenue de campagne attend, l'arme au pied, qu'on lui donne le signal de courir à la défense de l'Armée, — à moins que ce ne soit à l'assaut de la Magistrature. Ses généraux caracolent sur le front de bandière, lançant d'un ton de plus en plus impérieux et menaçant des proclamations, des ultimatums, des promesses : la présidence de la République, les Toisons d'or et les Annonciades futures, à qui aura bien mérité de la Ligue! Sur les flancs, en tirailleur, s'immobilisent les retranchements, ce magistral qui s'est vraiment un peu trop pénétré de l'axiome de Cicéron : « *Il faut qu'il y ait, dans une république, des délateurs.* »

Devant cette armée, le gouvernement effaré recule, livrant la forteresse qu'il avait juré de défendre et sur le seuil de laquelle il eût été glorieux pour lui de succomber... Mobilisation de la Ligue; cris d'orfraie du dénonciateur monomane, succédant, juste à point, au surmément préparatoire des journaux affidés; sommations hautaines au cabinet; enquête de la Chambre criminelle, révision, tout remis en question; l'effrayé cauchemard qui allait enfin se dissiper retombant plus lourdement que jamais sur nous : telle est l'œuvre accomplie au nom de la « patrie française ». Je me permets de penser que c'est d'autre chose, peut-être, que cette pauvre patrie avait besoin.

Le ministère a donc capitulé, et la Chambre se prépare, dit-on, à l'imiter en votant, la mort dans l'âme, une loi de circonstance... On veut bien nous faire espérer que cette loi de circonstance ne sera d'ailleurs pas tout à fait aussi monstrueuse que la Ligue l'exige : et cela sans doute est consolant.

Reste à savoir s'il ne serait pas plus habile, en même temps que plus digne pour le Parlement, de ne pas capituler du tout.

Car enfin — il faut bien ici remonter à la source de toutes nos misères, au maudit procès de 1894 — si Dreyfus est innocent, malgré tout, nous finirons bien par le savoir.

Or, s'il venait à nous être démontré que depuis un an on nous ment effrontément, que nos directeurs de conscience ordinaires n'ont eu de leur crédit auprès de nous que pour nous duper, que nos représentants n'ont émis que des votes destinés à couvrir le dol et l'iniquité, nous ne serions pas très satisfaits, j'imagine. Nous demanderions compte aux trompeurs de leur longue tromperie. Nous rougirions d'avoir abandonné pendant si longtemps la pratique de vertus qui autrefois nous étaient chères, qui constituaient les titres de noblesse les plus authentiques de la France dans le monde : la Mansuétude et la Pitié, la Tolérance, la Justice. Nous ne pardonnerions pas à ceux qui auraient jeté des pavés sur la vérité pour l'empêcher de sortir de son puits... Or, c'est précisément un de ces pavés qu'on vient de demander de lui assener aujourd'hui, ô législateurs!

Si vous êtes des hommes fermes sur les principes, raidissez-vous donc pour la défense de la loi! Que nous restera-t-il, si de vos propres mains vous sapez cette dernière assise de notre société branlante? L'œuvre anarchique par excellence, n'est-ce pas celle à laquelle on vous convie?

Si vous n'êtes que des politiciens avisés, aimez à conduire prudemment votre barque, songez, je vous prie, à ces lames de fond qui, sous le coup d'une grande émotion, soulèvent quelquefois la conscience française! Si Dreyfus est coupable, le dessaisissement déguisé qu'on vous propose de voter n'entraînerait pour vous qu'un peu de déshonneur : et ce n'est pas là, j'en conviens, de quoi compromettre une situation politique. Mais êtes-vous sûr que Dreyfus soit coupable? Là est la question.

Un esprit ingénieux et charmant, qui depuis quinze ans nous explique qu'il faut douter de tout et de ses propres affirmations mêmes — quand il daigne affirmer, — M. Jules Lemaître, a été peu près sûr aujourd'hui à ne pas admettre que cette tragique affaire puisse inspirer des doutes : il y a des grâces d'état pour les professionnels du scepticisme, des revanches de la crédulité, qui se traduisent en actes de foi vraiment inattendus. Je voudrais pouvoir consulter l'âme de Renan sur ce cas particulier de son brillant disciple...

Mais vous, législateurs, qui n'estimez pas, je suppose, qu'il y ait orgueil intellectuel, outrecuidance de lettré ou de savant, à se servir tout simplement de ses yeux pour voir et de ses oreilles pour entendre, êtes-vous sûrs que Dreyfus soit coupable? En êtes-vous aussi sûrs que ce penseur ondoyant qui n'avait jamais été sûr de rien, avant que M. Cavaignac lui eût communiqué — avec toute l'autorité d'un sens critique qui a fait ses preuves — cette certitude spéciale?

Eh bien, si cet homme par hasard n'était pas coupable, prenez garde, vous tous qui intéressez la connaissance du vent qui soufflera demain!

Dreyfus non coupable : quel cin-

quième acte de d'Ennery aura jamais égalé en pathétique ce dénouement? Et vous croyez que ce peuple sensible, qui pleure de vraies larmes au spectacle de malheurs imaginaires, qui s'indigne sincèrement à la vue des persécutions infligées à une innocence de mélodrame, ne serait pas ému, ne serait pas indigné, en apprenant que le Traître n'était qu'un malheureux indigne condamné? Il a bon cœur, ce peuple qu'on travaille à rendre féroce : rien, absolument rien, ne pourrait dans ce cas contenir l'irrésistible explosion de sa pitié. Beaucoup le savent, dans l'acharnement desquels il entre de secrets iniquités... Non sans raison, car cette pitié pour la victime — si victime il y a — sera, en vertu même du fonctionnement invariable de la sensibilité populaire, accompagnée de ressentiment contre les *bourreaux* : entrez à l'Ambigu vers onze heures du soir, si vous en doutez.

Lors donc que l'on ose vous dire : « Votez le dessaisissement, ou gare les élections », on ment. La vérité est que la terrible énigme va être résolue. Si elle l'est dans le sens de l'innocence de Dreyfus, l'affirmation de cette innocence ne saurait manquer d'être accompagnée de preuves contre la force desquelles rien, pas même la Ligue de la Patrie française, ne pourra prévaloir. Dans ces conditions, on peut affirmer que l'opinion publique, déjà fort ébranlée, sera dans les quinze jours qui suivront l'arrêt retourné « comme un gant ».

Et dans six mois, la plus efficace des réclames électorales sera peut-être de pouvoir dire : « Citoyens, on a essayé de flétrir des magistrats sans reproche afin de les punir d'avoir travaillé courageusement à la manifestation de la vérité. J'ai voté contre la loi de circonstance proposée, parce qu'elle n'était, au fond, qu'un hypocrite attentat contre la Loi ».

Messieurs les députés, le péril dont on vous menace n'existe pas : c'est le cas d'être braves!

George Duruy.

Echos

La Température

Des mauvais temps du Sud sévissent sur la Manche et la Bretagne, où la mer est houleuse. Des pluies sont tombées dans ces mêmes parages, mais à Paris le temps est doux et rappelle les premières journées du printemps, bien que nous en soyons encore éloignés, hélas! Donc la hausse de la température est générale; elle donnait hier 12° au-dessus le matin à huit heures et 16° dans l'après-midi; 19° à Biarritz et 20° à Alger. Ce beau temps va persister. Dans la soirée le thermomètre était à 12°, et le baromètre, à 755mm pendant le jour, restait à 752mm dans la nuit.

Monte-Carlo. — Thermomètre : le matin, à huit heures, 10°; à midi, 15°. Temps magnifique.

AVANT LA LUTTE

Tout à l'heure, une lutte qui paraît, devoir être très ardente va s'engager à la Chambre à propos du projet de loi proposé par le gouvernement et déferant à la Cour de cassation, toutes Chambres réunies, la procédure de révision.

Si on pouvait juger les choses de la politique indépendamment des circonstances occasionnelles qui les entourent et les dominent, on aurait le droit de prévoir que le projet sera repoussé et que, par conséquent, le ministère Dupuy peut avoir vécu ce soir.

En effet, la Commission a rejeté à une majorité énorme le projet. Ce projet est une loi de circonstance que personne aujourd'hui n'ose défendre. Ceux-là mêmes qui en ont eu l'initiative et qui l'approuvent avouent qu'ils l'acceptent faute de mieux, et sans se dissimuler ses inconvénients. Il n'a eu pour origine qu'une dénonciation contre la Chambre criminelle, et l'enquête à laquelle ont procédé trois membres de la Cour a prouvé que les magistrats incriminés n'avaient à se reprocher aucune faute pouvant entamer leur honneur public et leur sincérité. Les documents publiés par ce journal, dès hier, ont même paru généralement étonnants pour le dénonciateur. Enfin, il y a eu, dans une partie de l'opinion, une émotion qui s'est traduite par des appels, des protestations que nous avons déjà enregistrés, ainsi que nos confrères. Hier encore le groupe des amis de Gambetta, un autre groupe républicain parlementaire ont adjuré la Chambre de repousser ce projet de loi.

Les républicains le jugent détestable pour la République. Les conservateurs les plus ardents le proclament contraire à tous les principes. Parmi ceux qui vont le discuter, il n'y en a peut-être pas dix qui voudraient le voir endorsed par un gouvernement de leur choix.

Tout est donc contre lui. Tout, excepté ce fait que le ministère est engagé et que beaucoup de députés redoutent une crise ministérielle.

Il est certain que si M. Dupuy faisait savoir qu'il se désintéressait, le projet ne passerait pas un référendum. Mais il paraît certain aussi que M. Dupuy fera savoir qu'il ne se désintéresse pas, et qu'il s'en ira si le projet est repoussé.

Dans ces conditions absurdes, en face des incidents de séance qui échappent à toutes prévisions, il est impossible d'établir le moindre pronostic sur l'issue de la séance.

Tout ce qu'on peut dire, c'est que la loi du talion est la loi historique par excellence, et que les fabricants de lois révolutionnaires périssent généralement par elles. — J. CORNELLY.

A Travers Paris

M. Gaston Boissier, secrétaire perpétuel de l'Académie française, a donné lecture hier à ses collègues de la lettre

par laquelle M. Emile Faguet pose sa candidature au fauteuil laissé vacant par la mort de M. Edouard Hervé.

INSTANTANÉ

LE LIEUTENANT-COLONEL NICOLAS

Succède à l'Elysée au colonel Ménétré, parmi les officiers de la maison militaire du Président de la République.

Un Parisien endurci, malgré le séjour assez long qu'il vient de faire à l'autre bout du monde, où il était détaché auprès du gouverneur général de l'Indo-Chine.

Ancien chasseur de Vincennes, fut, il y a quelque vingt ans, officier d'ordonnance du général Colin, commandant la 15^e brigade, dont faisait partie son bataillon, le 9^e « vitriers ». Fit ensuite un long stage de capitaine dans la Sarthe au 114^e, puis à Poitiers au 125^e de ligne, où il a laissé le souvenir d'un parfait homme du monde.

Revint à Paris où le général Savin de Larclause, chef de l'état-major général, l'attacha aux bureaux de la guerre dans la section de la statistique militaire. Passa ensuite au deuxième bureau de la division de l'infanterie, où il rencontra, avec le futur général Arvers, un autre capitaine, M. Ménétré, qu'il devait retrouver à l'Elysée.

Mais la nostalgie des « vitriers » le reprit, et il partit avec la croix pour Châlons, Epervan, Saint-Mihiel où il commandait, en 1904, le 26^e bataillon de chasseurs à pied, avant d'aller se bronzier au Tonkin, d'où il vient de rentrer avec le cinquième galon.

La sonnette de M. de Goncourt.

Ce n'est assurément pas un incident sensationnel, mais tout de même quelques-uns s'en sont émus à l'Académie et autour de l'Académie des Goncourt, car il démontre en quel abandon on laisse maintenant le Grenier d'Auteuil.

La sonnette à laquelle se suspendaient naguère les pèlerins de lettres, porteurs de manuscrits et d'hommages, a été volée l'autre nuit.

Est-ce un vulgaire cambrioleur, est-ce un collectionneur de reliques qui a fait le coup? La fidèle Pelagie, à ces questions, demeure perplexe, inquiète aussi, devant le cadre veuf de la sonnette, au ras duquel on a fort habilement et délicatement limé l'anneau, durant son sommeil.

Et la porte du Grenier d'Auteuil est désormais muette implacablement, comme cette Académie dont on parle quelquefois et à la constitution de laquelle on ne pense pas encore.

Voici les jours qualifiés de gras qui approchent, et, avec eux, quelques retours de maladie pour beaucoup. La bonne nature nous a heureusement dotés d'eaux excellentes comme celles des Célestins, de l'Hôpital, de la Grande-Grille, et qui conjurent les effets d'une alimentation débridée. Ayons-en toujours une bouteille à portée de la main.

La Ville de Paris n'est pas encore entrée en possession des dessins que lui a légués Puvis de Chavannes. Il résulte des pourparlers entamés par l'administration avec les héritiers du grand maître que cette formalité ne pourra guère être accomplie avant la fin du mois.

Il est donc probable que l'exposition qui doit être faite de ces chefs-d'œuvre au musée Galliera — et qui sera certainement l'une des plus grandes curiosités artistiques de l'année — ne pourra pas avoir lieu avant le printemps prochain.

C'est pour les névralgies et les rhumatismes qu'ont été faits les Grands Thermes de Dax. Toutes les méthodes curatives sont appliquées dans cet Etablissement modèle et, combinées avec les ressources hydrominérales de la station, elles produisent des effets certains sur lesquels tous les médecins sont aujourd'hui d'accord.

Le match de lutte qui s'est disputé avant-hier soir aux Folies-Bergère, entre Laurent le Beaucairois et Constant le Boucher a été particulièrement impressionnant. Une première rencontre entre ces deux athlètes n'avait pas donné de résultat et ils ont dû se retrouver en présence avant-hier dans une reprise illimitée.

Le combat, acharné de part et d'autre, a duré une heure un quart, et les champions, couverts de sang, pantalons et ceintures défilés jusqu'au bout, ne pouvaient se lever. A bout de forces, Laurent le Beaucairois a quitté le tapis, laissant la victoire à Constant le Boucher, que le public, tout à fait emballé, a acclamé.

Ce soir, couronnement du Tournoi international par la lutte entre Constant le Boucher et Pyllasinski. Le vainqueur sera le triomphateur du Tournoi.

Nouveau jeu de société : Il s'agitait de dire quels sont les péchés les moins graves. Une femme d'esprit répondit aussitôt : « Ce sont les péchés des autres. » C'était, sans doute, une des nombreuses lectrices du dernier roman de Léon de Tineau : *les Péchés des autres*. On ne parle, en effet, dans le monde que de ce passionnant volume, ainsi que du délicieux livre du Gyp : *M. de Folleuil*.

Hors Paris

On lit dans le *Viedomosti*, de Saint-Petersbourg, la note suivante : « Le prince Louis-Napoléon a été reçu par le Tsar, qui l'a retenu à déjeuner. On croit que le prince partira sous peu pour Bruxelles, afin de conférer avec son frère, le prince Napoléon. »

De Monte Carlo :

« C'est demain vendredi qu'aura lieu la

première grande bataille de fleurs de Monte-Carlo.

» Les arrivées dans la Principauté continuent à être de plus en plus nombreuses. Aussi, aux représentations d'opéra, après avoir applaudi Tamagno dans la salle Garnier, on passe les entractes, dans l'Atrium, à admirer les toilettes de nos plus élégantes mondaines; car c'est le moment où la société est le plus select et où les fêtes comme les représentations ont le plus d'éclat.

» Vient d'arriver à l'Hôtel de Paris : M. et Mme de Jacmine, d'Odessa; S. A. I. le grand-duc Michel de Russie, avec sa famille et sa suite; lord Manners, M. Frank Gardner et famille, de Londres; M. et Mme Ivan de Kopp, d'Amsterdam; M. de Sokozonette, avec sa famille et sa suite, de Saint-Petersbourg; baron de Plessen, baron Helldorf, de Berlin; docteur Goldstein, de Berlin; chevalier de Giller, de Vienne; comte et comtesse de Bressler, de Munich; comte de Schulenberg, d'Altenhausen; chevalier de Rappard, de La Haye, etc. »

Nouvelles à la Main

Un pauvre hère lit, sur un morceau de journal, que la Monnaie ne pourra pas mettre les nouveaux louis d'or en circulation avant la fin de l'année.

« Diable ! diable ! fait-il. Si j'en avais seulement des vieux pour patienter ! »

Hier soir, après le coucher du soleil, de longs nuages qui semblaient incandescentes empourpraient l'horizon.

Rue Lafayette, une petite fille s'est écriée : — Regarde donc, maman... le ciel qui est l'enfer !...

Le Masque de Fer.

LE TÉMOIN

LE TÉMOIN, sortant du Palais de justice, en proie à la plus violente colère. — Oh ! oh ! oh ! (Il rencontre un journaliste de sa connaissance.)

LE JOURNALISTE. — Hé ! qu'avez-vous, mon cher ami ?

LE TÉMOIN. — Je suis indigné !

LE JOURNALISTE. — Ah ! vous sortez de là ?

LE TÉMOIN. — J'en sors.

LE JOURNALISTE. — Et votre impression ?

LE TÉMOIN. — Mon impression ? C'est que j'ai eu affaire à des magistrats d'une partialité révoltante !

LE JOURNALISTE. — Vraiment ?

LE TÉMOIN. — A des juges tarés, compromis, sournois, à de véritables malfaiteurs !

LE JOURNALISTE. — Diable !

LE TÉMOIN. — Savez-vous ce qu'ils m'ont fait, à moi ?

LE JOURNALISTE. — Je serais très curieux de le savoir.

LE TÉMOIN, rouge de fureur. — Quand j'y pense, voyez-vous, j'en tremble encore de colère !

LE JOURNALISTE. — Calmez-vous et racontez-moi...

LE TÉMOIN. — Je voudrais les tenir dans un coin, ils passeraient un mauvais quart d'heure ! Ah ! les coquins !

LE JOURNALISTE. — Que vous ont-ils donc fait ?

LE TÉMOIN. — Je ne vous l'ai pas dit ?

LE JOURNALISTE. — Pas encore.

LE TÉMOIN. — Eh bien ! ils m'ont... Vous permettez que j'essayé de le dire ?

LE JOURNALISTE. — A la tête... Ah ! les sinistres personnages !

LE JOURNALISTE. — Ils vous ont... disiez-vous ?

LE TÉMOIN. — Vous ne voudrez pas le croire...

LE JOURNALISTE. — C'est si fort que ça ?

LE TÉMOIN. — Je ne le croirais pas moi-même si je ne l'avais pas vu. Eh bien ! mon cher, ils m'ont posé des questions !

LE JOURNALISTE. — Pas possible !

LE TÉMOIN. — Oui, ils ont eu le cynisme de me poser des questions ! A moi, un témoin ! Et on appelle ça des magistrats !

Alfred Capus.

UN MANIFESTE

Nous recevons la communication suivante, qui est signée de MM. Henri Blanc (Haute-Loire), Decrais, Jonnart, Louis Barthou, R. Poincaré, Isambert, Léon Bourgeois, Henri Brisson, Sarrien, de La Porte, Mesureur, Camille Pelletan, Millerand et Viviani :

Députés appartenant à toutes les fractions du parti républicain, nous croyons devoir, dans les graves conjonctures que traverse le pays, affirmer notre commune résolution de maintenir au-dessus de toute atteinte les principes supérieurs dont l'oubli entraînerait les éventualités les plus redoutables.

Les lois de circonstance, imaginées en vue d'un cas particulier, ne sont jamais que l'expression irrédéchable des passions ou des intérêts d'un instant.

Quelle nécessité d'enlever à la Chambre criminelle, qui vient de clore une information laborieuse, menée par elle depuis trois mois, le droit d'en consacrer par un arrêt les résultats, quels qu'ils soient ? Et pourquoi transférer ce droit à la Cour de cassation tout entière ?

Y aurait-il, dans la Chambre criminelle, des magistrats indignes ? La loi a prévu le cas. Le ministre de la justice n'est pas désarmé. Qu'il défère les coupables, s'il en est, aux seuls juges compétents : au Conseil supérieur de la magistrature.

S'il ne le fait pas, c'est — il l'a plusieurs fois déclaré, — qu'il n'y a pas de coupables. Il lui-même, du haut de la tribune, rendu hommage à l'honorabilité et à la sincérité de ces magistrats. L'enquête disciplinaire, dont les pièces viennent d'être livrées à la publicité, a démontré l'innocence des accusés violentes dirigées contre eux ; et l'unanimité de la Commission à laquelle la Chambre des députés a renvoyé le projet de loi a tenu à indiquer dans le rapport que ces accusations n'étaient pas justifiées.

Oserait-on dire qu'il suffit, pour disqualifier les membres de la Chambre criminelle, que des calomnies et des outrages quotidiens les aient enveloppés dans nous ne savons quelle suspicion générale ?

Si l'on entre dans cette voie, où s'arrêtera-t-on ? Si, dès qu'il est traité de suspect, un

citoyen est considéré comme coupable, il n'y a plus ni loi ni paix publique. C'est le règne de la calomnie.

On ne sera pas libre, du reste, de limiter ces concessions faites à une campagne d'intimidation, systématiquement entreprise, et qui procède étape par étape.

Déjà la validité de l'enquête est contestée. Demain, les membres de la Chambre civile et de la Chambre des requêtes seront à leur tour pris à partie. La plus haute juridiction du pays aura été mise par les pouvoirs publics à la merci de la diffamation.

Et l'on qualifie de loi d'apaisement une loi fatalement destinée à produire de telles conséquences ! Nous y voyons, pour notre part, une loi de discorde civile.

Il ne s'agit pas, à nos yeux, de la solution à donner à une affaire sur laquelle, avant les débats publics, aucun de nous ne saurait avoir la prétention d'émettre une opinion motivée. A la justice seule il appartient de se prononcer. Tout le monde devra s'incliner devant son verdict, quel qu'il soit. Mais il faut qu'elle puisse rendre ce verdict dans la plénitude de son indépendance.

Ce sont les garanties mêmes de la liberté et de la sécurité individuelles qui sont en jeu. Tous les citoyens, sans distinction de condition, — du plus faible au plus puissant, du plus pauvre au plus riche, — sont intéressés au maintien des règles élémentaires du droit.

La France a besoin d'une justice respectée comme d'une armée forte. Criminels ceux qui voudraient opposer une loi à l'autre.

Le gouvernement de la République n'a cessé de prodiguer à l'armée nationale les témoignages de sa sollicitude. Il l'aime et il l'honore comme le gage et le symbole de nos plus chères espérances. L'armée le sait. Étrangère aux querelles des partis, sourde à toutes les sollicitations, elle ne se laisse ni émouvoir ni détourner de sa patriotique mission.

Ce serait lui faire injure que de la supposer capable d'entrer en révolte contre les institutions civiles les plus indispensables à la grandeur et à la dignité du pays.

De ces institutions, la plus nécessaire à tout ordre politique est la justice. Sans justice régulière, il n'y a plus d'Etat social ; il n'y a plus de nation constituée ; il n'y a plus de civilisation.

Faire une loi d'occasion pour enlever à une Cour ou à un Tribunal un procès pendant, c'est introduire l'arbitraire dans le jugement des questions qui intéressent la liberté, l'honneur ou la vie des citoyens. C'est faire juger par la loi la loi. C'est créer un précédent funeste, dont les partis pourraient tôt ou tard se prévaloir pour assouvir leurs passions ou satisfaire leurs rancunes.

Des mesures de ce genre, alors même qu'elles ne sont que des coups de force.

Nous faisons un suprême appel au gouvernement, qui représente la République et la France.

Un projet qui suscite d'aussi vives alarmes que celles dont nous sommes les interprètes, ne rétablira pas l'apaisement et la concorde.

Il nous paraît pourtant l'opinion des républicains n'a été plus nécessaire.

LES NUMÉROS GAGNANTS
de la Loterie Russe

ET DE LA

Tombola de la Ligue des Enfants de France

La semaine dernière, à Saint-Petersbourg, dans le palais du grand-duc Vladimir et sous la présidence de la grande-duchesse Marie Pavlovna, la dévouée présidente de l'œuvre de la Croix-Rouge russe, on a procédé au tirage de la tombola à laquelle nos lecteurs ont participé.

Voici, pour les 2,000 billets placés par les soins du Figaro, les numéros gagnants :

La première colonne est celle des numéros gagnants; la seconde colonne indique le numéro du lot.

Nous pourrions, dans quelques jours, donner de plus amples détails sur chacun des lots gagnés.

| Numéros des billets | Numéros des lots | Numéros des billets | Numéros des lots | Numéros des billets | Numéros des lots | Numéros des billets | Numéros des lots |
|---------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|
| 10.009 230 | 10.510 108 | 10.959 889 | 11.616 930 | 10.013 545 | 10.513 676 | 10.972 66 | 11.619 294 |
| 10.022 878 | 10.518 129 | 11.000 163 | 11.680 820 | 10.037 995 | 10.517 432 | 11.077 139 | 11.685 635 |
| 10.040 446 | 10.527 633 | 11.136 938 | 11.736 838 | 10.074 493 | 10.579 172 | 11.183 167 | 11.789 369 |
| 10.122 459 | 10.618 339 | 11.221 707 | 11.790 790 | 10.124 157 | 10.640 541 | 11.227 594 | 11.832 990 |
| 10.136 401 | 10.650 717 | 11.241 831 | 11.832 991 | 10.233 38 | 10.682 532 | 11.324 750 | 11.837 314 |
| 10.269 499 | 10.692 251 | 11.330 672 | 11.869 558 | 10.276 465 | 10.699 427 | 11.401 281 | 11.900 736 |
| 10.288 154 | 10.693 988 | 11.414 654 | 11.909 543 | 10.339 637 | 10.681 741 | 11.423 657 | 11.951 416 |
| 10.343 69 | 10.914 396 | 11.435 8 | 11.994 924 | 10.419 624 | 10.936 927 | 11.444 861 | 11.971 322 |
| 10.438 540 | 10.942 745 | 11.472 837 | | 10.427 268 | 10.949 564 | 11.503 100 | |
| 10.462 326 | 10.956 656 | 11.599 253 | | | | | |

Ceux de nos lecteurs qui possèdent ces numéros gagnants n'ont qu'à nous prévenir, et nous nous chargerons, par le gracieux intermédiaire de l'ambassade de Russie, de leur faire parvenir à Paris leurs lots.

Voici maintenant les numéros gagnants de la tombola de la Ligue des Enfants de France, présidée par Mlle Félix Faure :

| | | | | | |
|-------------|-------|--------|--------|--------|--------|
| 178 3.250 | 6.306 | 9.887 | 14.237 | 18.145 | 20.638 |
| 185 3.289 | 6.355 | 10.020 | 14.275 | 18.147 | 20.642 |
| 214 3.303 | 6.367 | 10.037 | 14.289 | 18.170 | 20.645 |
| 226 3.341 | 6.486 | 10.163 | 14.755 | 18.233 | 20.648 |
| 330 3.348 | 6.678 | 10.214 | 14.769 | 18.395 | 20.650 |
| 365 3.351 | 6.792 | 10.236 | 14.854 | 18.401 | 20.653 |
| 410 3.445 | 6.823 | 10.315 | 14.859 | 18.501 | 20.712 |
| 435 3.471 | 6.889 | 10.348 | 15.022 | 18.533 | 20.728 |
| 451 3.472 | 6.943 | 10.408 | 15.045 | 18.543 | 20.733 |
| 502 3.534 | 6.950 | 10.513 | 15.070 | 18.778 | 20.750 |
| 648 3.541 | 6.963 | 10.518 | 15.123 | 18.781 | 20.753 |
| 668 3.557 | 7.057 | 10.573 | 15.227 | 18.929 | 20.808 |
| 684 3.593 | 7.047 | 10.613 | 15.245 | 19.095 | 20.812 |
| 764 3.604 | 7.101 | 10.632 | 15.341 | 19.117 | 20.823 |
| 771 3.752 | 7.298 | 10.750 | 15.367 | 19.122 | 20.824 |
| 883 3.775 | 7.313 | 10.781 | 15.424 | 19.133 | 20.875 |
| 1.028 3.777 | 7.495 | 10.940 | 15.464 | 19.239 | 20.908 |
| 1.174 3.857 | 7.537 | 11.438 | 15.507 | 19.385 | 20.987 |
| 1.222 3.893 | 7.632 | 11.535 | 15.527 | 19.416 | 21.116 |
| 1.296 3.927 | 7.691 | 11.535 | 15.587 | 19.667 | 21.226 |
| 1.300 3.932 | 7.699 | 11.468 | 15.840 | 19.683 | 21.227 |
| 1.301 3.994 | 7.702 | 11.550 | 15.842 | 19.740 | 21.232 |
| 1.414 4.015 | 7.759 | 11.550 | 15.842 | 19.740 | 21.232 |
| 1.382 4.027 | 7.759 | 11.637 | 16.022 | 19.747 | 21.200 |
| 1.384 4.052 | 7.798 | 11.660 | 16.022 | 19.747 | 21.200 |
| 1.419 4.058 | 7.814 | 11.651 | 16.144 | 19.781 | 21.244 |
| 1.414 4.171 | 7.814 | 11.651 | 16.144 | 19.781 | 21.244 |
| 1.586 4.209 | 7.831 | 11.657 | 16.210 | 19.823 | 21.311 |
| 1.605 4.239 | 7.888 | 11.678 | 16.284 | 20.000 | 21.444 |
| 1.666 4.246 | 7.899 | 11.682 | 16.288 | 20.013 | 21.456 |
| 1.734 4.356 | 7.942 | 11.735 | 16.408 | 20.044 | 21.483 |
| 1.744 4.415 | 8.042 | 11.813 | 16.526 | 20.151 | 21.493 |
| 1.829 4.432 | 8.059 | 11.831 | 16.532 | 20.162 | 21.513 |
| 1.834 4.448 | 8.116 | 11.834 | 16.532 | 20.162 | 21.513 |
| 1.857 4.464 | 8.121 | 11.931 | 16.764 | 20.127 | 21.525 |
| 1.943 4.472 | 8.129 | 11.959 | 16.808 | 20.150 | 21.528 |
| 1.948 4.700 | 8.136 | 12.027 | 16.807 | 20.183 | 21.530 |
| 1.951 4.873 | 8.146 | 12.027 | 16.807 | 20.183 | 21.530 |
| 2.141 4.989 | 8.416 | 12.417 | 17.165 | 20.174 | 21.688 |
| 2.262 5.026 | 8.446 | 12.417 | 17.203 | 20.176 | 21.733 |
| 2.266 5.079 | 8.452 | 12.426 | 17.203 | 20.176 | 21.733 |
| 2.282 5.108 | 8.463 | 12.426 | 17.203 | 20.176 | 21.733 |
| 2.323 5.207 | 8.469 | 12.466 | 17.314 | 20.197 | 21.771 |
| 2.326 5.254 | 8.533 | 12.542 | 17.315 | 20.209 | 21.813 |
| 2.353 5.333 | 8.536 | 12.571 | 17.446 | 20.214 | 21.821 |
| 2.356 5.378 | 8.537 | 12.571 | 17.446 | 20.214 | 21.821 |
| 2.393 5.489 | 8.831 | 12.616 | 17.488 | 20.232 | 21.890 |
| 2.423 5.494 | 8.845 | 12.732 | 17.511 | 20.254 | 21.896 |
| 2.442 5.511 | 8.961 | 12.771 | 17.599 | 20.303 | 21.954 |
| 2.449 5.563 | 8.965 | 12.804 | 17.623 | 20.320 | 21.959 |
| 2.527 5.564 | 9.009 | 12.854 | 17.691 | 20.315 | 21.965 |
| 2.591 5.600 | 9.019 | 13.010 | 17.705 | 20.374 | 22.013 |
| 2.696 5.651 | 9.033 | 13.036 | 17.749 | 20.383 | 22.020 |
| 2.715 5.707 | 9.218 | 13.112 | 17.748 | 20.388 | 22.040 |
| 2.722 5.840 | 9.266 | 13.172 | 17.843 | 20.396 | 22.081 |
| 2.748 5.884 | 9.359 | 13.223 | 17.858 | 20.408 | |
| 2.767 5.974 | 9.374 | 13.261 | 17.870 | 20.431 | |
| 2.856 6.036 | 9.396 | 13.273 | 17.883 | 20.435 | |
| 2.903 6.018 | 9.745 | 13.996 | 17.925 | 20.539 | |
| 3.032 6.022 | 9.764 | 14.043 | 17.972 | 20.546 | |
| 3.089 6.165 | 9.746 | 14.066 | 17.972 | 20.555 | |
| 3.171 6.149 | 9.807 | 14.112 | 17.978 | 20.624 | |
| 3.186 6.300 | 9.904 | 14.212 | 18.114 | 20.637 | |

Les lots sont délivrés au palais de l'Élysée, tous les jours, de neuf heures à midi, sauf le samedi et le dimanche.

Nous savons que nos lecteurs ont été particulièrement intéressés par le sort de ces deux loteries; nous nous en réjouissons pour eux, étant donné leur inépuisable bienfaisance et leur infatigable charité.

Gaston Calmette.

MACARONIS AUX ŒUFS ET SANS ŒUFS

RIVOIRE & CARRET

LA CHAMBRE

Jeudi 9 février 1899.

LE BUDGET DU COMMERCE

Très curieuse, la discussion de ce bon budget du commerce! Il faudrait que tous les électeurs de France pussent lire le compte rendu sténographique des deux dernières séances, dans le Journal officiel.

Il en ressort clairement que les trois quarts des lois sociales, fabriquées dans ces dernières années par le Parlement, sont des lois inapplicables, et qu'avec la meilleure volonté du monde le gouvernement ne parvient pas à les faire passer dans la pratique.

La première et la plus contestée, la plus contestable aussi, est la loi relative aux accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Elle est promulguée depuis dix mois et le Conseil d'État, aidé par les travaux préparatoires d'une Commission spéciale, n'a pas encore réussi à mettre sur pied le règlement d'administration publique qui lui permettra de fonctionner. Dans son état actuel, je défie bien qu'elle fonctionne.

Ce n'est pas l'opinion d'un de ses auteurs, M. Louis Ricard, député de la Seine-Inférieure, et ancien garde des sceaux. M. Louis Ricard, fier d'un enfant dont il revendique hautement la paternité, comme M. Delombre, ministre du commerce, de redoubler d'efforts pour le faire vivre :

M. Louis Ricard. — Ce qui est certain, c'est que cette loi, qui est attendue avec tant

La bonne France

(CONSEQUENCE INÉVITABLE)



LE PRÉSIDENT. — Vous avez trois jours pour vous pourvoir en cassation...
LE CONDAMNÉ. — En cassation?... Je n'ai plus aucune confiance dans ces gens-là!...

d'impatience dans le monde des ouvriers, qui a fait naître parmi eux tant d'espérances... (Interruptions sur divers bancs au centre et à droite.)

M. Colle. — C'est une loi qui sera plus funeste aux ouvriers qu'aux patrons. (Mouvements divers.)

M. Louis Ricard (Seine-Inférieure). — Je vous démontrerai le contraire quand vous voudrez. J'ai la prétention de connaître la loi à laquelle j'ai travaillé pendant de longues années, et je crois qu'elle n'est pas défavorable aux ouvriers. Je la crois, au contraire, bienfaisante.

Vous voulez apporter ici cette théorie que la législation qui nous régit encore est bonne? (Non, non!)

C'est assurément très facile de trouver une législation mauvaise et de se refuser à la remplacer. Depuis vingt ans, il s'est trouvé des gens pour soutenir que l'article 1382 était la loi à l'unanimité moins trois voix; au Sénat elle a trouvé aussi une forte majorité. La seule résistance qu'elle a rencontrée provient de l'organisation des assurances. C'est l'unique difficulté. Pour moi, je considère que l'organisation adoptée par le Sénat est mauvaise. Vous voulez d'avis d'insister l'assurance obligatoire; la Chambre l'a votée; le Sénat l'a rejetée.

L'assurance obligatoire, c'est en effet l'unique difficulté; mais, pour être unique, cette difficulté n'en est pas moins énorme; elle arrête tout. Je connais vingt patrons, républicains, démocrates, philanthropes, imbus des plus purs et des plus larges principes de la solidarité; je n'en ai pas encore rencontré un seul qui ne m'ait dit, en jurant sa parole d'honneur : « Cette loi sur les accidents n'est pas seulement absurde, c'est un monument, c'est un comble d'absurdité! »

M. Delombre le sait bien, et M. Groussier, qui a parlé après MM. Ricard et Delombre, le sait tout comme eux; il en a été averti, à plusieurs reprises, par un certain nombre de ses électeurs. Tous trois l'ont donné à entendre; tous trois ont reconnu les défauts de la loi; la vérité est qu'il faut la démolir pour la refaire, car elle inspire autant d'inquiétudes aux ouvriers qu'aux patrons.

M. Groussier a traité une autre question : l'organisation de l'enseignement professionnel dans notre pays. Il paraît que, la encore, nous allons au hasard, sans programme précis, sans plan arrêté, et surtout sans résultats sensibles.

M. Groussier s'en plaint; M. Modeste Leroy s'en plaint tout à l'heure avec une égale amertume. Suivant ces messieurs, ce pauvre enseignement professionnel souffre surtout d'une attitude fatigante qu'on lui impose; il est à califourchon sur deux ministères, l'instruction publique et le commerce, et c'est ce qui l'empêche d'avancer.

Le ministre, très empressé à contenter tout le monde, a promis d'étudier le problème posé par M. Groussier, par M. Modeste Leroy, et même par M. Levraud, qui n'est pas d'accord avec ses deux collègues et qui semble tenir à ce que l'enseignement professionnel chevauche.

Voici maintenant une autre loi, dite ouvrière, la loi sur le travail des enfants dans les manufactures. M. Dutreix a prétendu qu'elle était foulée aux pieds; le ministre l'a nié : « Le gouvernement a même été saisi, a dit M. Delombre, de réclamations émanant de plusieurs industriels; ceux-ci se plaignaient de l'activité excessive de certains inspecteurs, dont les visites sont assez fréquentes pour devenir vexatoires! »

J'ai oui dire que M. Dutreix avait raison et que M. Delombre n'avait pas tort. On embête, on assomme les uns, et on laisse les autres absolument tranquilles. L'inspection a toujours été et sera toujours le règne de l'arbitraire. Au reste, du train dont on marche, la moitié de la France sera bientôt inspectée par l'autre.

L'administration se transforme en une immense toile d'araignée, qui, au moins, donne geste, vous arrête et vous harcèle, en attendant que la bête vous mange.

M. Eugène Molle, député conservateur de Roubaix, a prononcé contre le travail de nuit un énergique réquisitoire qui lui a valu les applaudissements des

socialistes. Ils ne sont donc pas si cruels, ces grands patrons :

M. Eugène Molle. — Je me bornerai à demander s'il ne faudrait pas, à l'occasion des congrès qui se tiendront pendant l'Exposition, prendre position pour la suppression du travail de nuit dans les industries textiles. (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

Ce travail, nous le subissons en le détestant. Nous ne le pratiquons que contraints et forcés.

Il est organisé en Angleterre, en Allemagne et en Belgique; et, si nous étions seuls à le supprimer, nous ferions sur nous-mêmes une opération de vivisection dont les ouvriers n'auraient pas à se louer.

Cette question ne peut être résolue que par étapes et par voie internationale. Je prie M. le ministre de demander aux gouvernements étrangers de déléguer, non pas des personnalités qui viendront s'exercer aux jeux de société en prononçant des vœux, mais des hommes ayant reçu des mandats précis, afin que nous puissions résoudre, en 1900, une question qui nous tient tant à cœur. (Applaudissements.)

M. Krauss, député du Rhône, a demandé et obtenu, à la suite d'un scrutin suivi d'un pointage, que les ouvriers qui font partie du Conseil supérieur du travail soient élus « ou par les Chambres syndicales ouvrières, ou par le suffrage universel des ouvriers ». Le ministre a fait observer que l'opération ne serait pas facile; mais il a été battu, et le président de la Commission du budget, M. Mesureur, a eu sa part de la défaite. Vous êtes déçus, messieurs, archidécus!

Il me reste à mentionner un excellent discours de M. Aynard contre une espèce de réclame électorale qu'on a introduite dans le budget du commerce. Il s'agit d'un crédit de 140,000 francs, destiné à subventionner les sociétés ouvrières de production et de crédit. En réalité, c'est un commencement de concurrence qu'on fait à l'industrie privée avec l'argent des contribuables.

M. Mesureur a lancé cette interruption à M. Aynard : « C'est une question d'espèce! » A quoi M. Aynard a répondu : « Voilà de la pure casuistique radicale! » Et M. Aynard a continué par un éloquent éloge de l'Association des ouvriers tisseurs de Lyon, à qui on prête de l'argent pour relever leur industrie, mais à qui on n'en donne pas pour leur tuer celle des autres.

Voilà pour la journée d'hier. Aujourd'hui, la petite conversation parlementaire à laquelle on s'est livré sur le budget du commerce est tout aussi suggestive. Les lois, plus ou moins ouvrières, sont à l'ordre du jour.

Le ministre, dans ces derniers temps, vient directement contre leur but. Elles atteignent ceux qu'on voulait épargner; elles atteignent surtout le budget; elles mettent le Trésor public au pillage, sans intérêt pour personne.

M. Vaillant n'est pas content du discours de M. Aynard. Il exige que l'on subventionne les sociétés coopératives de production, et le ministre du commerce, un soi-disant économiste, a la faiblesse de lui répondre : « On verra! » Le plaçant de l'affaire, c'est qu'on ne verra rien du tout. Il se commettra, de ce chef, tous les ans, deux ou trois iniquités incohérentes; le bon plaisir en décidera.

M. Louis Ricard a demandé que l'âge des retraites pour la vieillesse fût abaissé de soixante-huit à soixante-cinq ans. Le ministre a résisté; mais il étudiera. Il faut d'abord s'entendre sur l'interprétation du mot *revenu* qui figure dans la loi. Le vieillard a droit à un petit supplément de pension lorsque son *revenu* ne dépasse point une certaine somme; mais fixons bien le sens du mot *revenu* :

M. Louis Ricard. — Que faut-il entendre par ces mots : « Revenu personnel, viager ou non » du vieux pensionnaire? Ce *revenu* n'est évidemment pas le produit d'une petite fortune consolidée, mobilière ou immobilière, quelque chose de certain et qui n'est soumis à aucun aléa.

Eh bien! l'administration ne l'entend pas ainsi. Elle fait entrer dans ce *revenu* personnel même ce que le pensionnaire peut encore gagner par son travail.

M. Jourde. — On défalquera donc aussi ce

que peut gagner l'aveugle du pont des Arts? (On rit.)

M. Louis Ricard. — Parfaitement.

La question est très bien posée. M. Ricard et M. Jourde ont mille fois raison : le produit du travail n'est pas un revenu; mais nous verrons, quand on discutera sérieusement l'impôt sur le revenu, s'ils se prononcent dans le même sens.

M. de Ramel a plaidé la cause des ouvriers qu'un accident a rendus invalides. L'État ne fera jamais trop pour eux. M. Paul Delombre, ministre du commerce, les a recommandés à son collègue de l'intérieur; il paraît que leur infortune ne regarde pas le commerce.

Je vous épargne une interminable discussion que M. l'abbé Lemire a soulevée sur les subventions à la marine marchande. On ne saurait pas du commun ce qu'il peut y avoir de commun entre la marine marchande et l'abbé, si l'on ne savait pas qu'il représente une région maritime. Hazebrouck ou Dunquerque. Faut-il diminuer, augmenter ou supprimer les primes à la marine marchande? Si on le maintient, sur quelle forme conviendrait-il de le maintenir? Et à qui faut-il le donner?

Notre marine marchande agonise. On a dépensé des millions qui n'ont guère servi jusqu'à présent qu'à prolonger son agonie. Comment la ressusciter? Comment la guérir?

M. Thierry, rapporteur du budget du commerce, et député de Marseille; M. Jourde, député de Bordeaux; M. Brindeau, député du Havre, ont suivi M. Lemire sur le terrain où il s'était placé, ou, pour parler plus exactement, sur les flots de cette mer si ingrate à nos armateurs; et certainement le Président de la République lui-même, ancien député du Havre, que sa grande attitude maintenant au rivage, les accompagnant des yeux et du cœur. Le ministre leur a promis à tous... un projet de loi.

La filature de soie, l'industrie des huiles de schiste ont également réclamé des subventions par l'organe de MM. Devèze et Germain Périer. La mendicité est interdite dans les quatre-vingt-six départements français; mais on lui a laissé un lot, une oasis au Palais-Bourbon. Elle s'y dédramatise amplement.

Pas-Perdus.

LE SÉNAT

Le Sénat discute le projet de loi relatif à la nouvelle évaluation des propriétés bâties.

C'est une réforme qui intéresse huit millions de propriétaires et que l'énormité des évaluations servant aujourd'hui à répartir l'impôt foncier rend urgente. Néanmoins, elle attend sous l'orme depuis tantôt quatre ans.

Sans nier les inconvénients de l'état de choses actuel, M. Baudens combat le projet de loi. Il lui reproche de substituer l'impôt de qualité à l'impôt de répartition, et d'accroître encore les charges des malheureux contribuables.

Le rapporteur, M. Monestier, s'efforce de rassurer le Sénat, et M. Bisseuil l'entend avec une interminable conférence. Il ne se réveille que pour renvoyer au lendemain la suite de la discussion.

Il n'est pas téméraire de prévoir que le Sénat ne fera aujourd'hui qu'une médiocre recette.

P. B.

Autour des Chambres

La séance d'aujourd'hui. — M. Joseph Thierry

On pointe, et les résultats des pointages sont tout à fait surprenants : les uns donnent cent cinquante voix de majorité au gouvernement et les autres lui refusent jusqu'à cette unique voix qui fonde la République. Ceux qui n'ont aucun goût pour les calculs scrutent les physionomies ministérielles; mais leurs

effectué sans incident. Là, plusieurs discours ont été prononcés; c'est d'abord M. Voinot, maire suspendu, qui prend la parole. Des premiers mots commencent les attaques politiques.

M. Ernest Roche s'avance ensuite :

Citoyens, citoyennes : au nom de Rochefort, je viens apporter à Pujade ces paroles d'adieu. Il est mort en saluant l'aurore de la délivrance. Rapprochons-nous autour de cette mort. Un apôtre succombe, ne perdons pas courage, reprenons la lutte contre la juiverie malpropre et scélérates.

Des applaudissements vifs et prolongés éclatent dans le cimetière, et voici Max Régis, précédé d'un murmure :

Après Cayrol et Grégoire, c'est une victime de plus. Les larmes officielles de nos mandants hypocrites ne le pleureront pas. Le peuple seul est venu.

La péroraison faisait supposer des résolutions graves :

Pujade, je viens t'exprimer le souhait de te revoir au plus tôt, lorsque, comme toi, nous serons tombés en martyrs.

La sortie du cimetière se fait au galop, par les petites allées, où l'on se bouscule. Mais rien ne se produit. Max Régis s'éloigne en voiture. Le député de Paris est salué par des acclamations. Les groupes se portent sur Alger sans désordres. La manifestation est finie.

Bref, la journée se termine sans bagarre. Rendons-en grâce à M. Henri Rochefort qui complète son éducation algérienne en visitant les mosquées.

La journée de M. Rochefort s'était passée aujourd'hui en visites à la presse amie, sans incident notable. Rien ne faisait prévoir les tumultueuses scènes qui se sont déroulées ce soir. A huit heures et demie, une foule immense s'est portée au vélodrome où devait avoir lieu la conférence sur l'Algérie. Les trairailleurs de la gendarmerie à cheval barraient la rue de Lyon à hauteur du champ de manœuvres. On apprend alors que le meeting est interdit, en vertu de l'arrêté du gouverneur général publié lundi dernier par le Figaro.

Les meneurs de la manifestation décident la marche sur Alger. Elle s'effectue en grande agitation. Les premiers barreaux de troupes sont débordés. D'autres se reforment en hâte. Une partie des manifestants se portent sur la mairie de Mustapha et, pendant dix minutes, conspuent le maire. La descente sur Alger continue aux cris de : « A bas Laferrère ! »

On rencontre la voiture des députés Ernest Roche et Charles Bernard. M. Roche se lève et proteste, au nom du droit et de la justice, contre l'interdiction du meeting. A son tour, M. Charles Bernard traite de « procédés assassins » les actes de MM. Laferrère et Lutaud. Une ovation leur est faite. On applaudit même des fenêtres. M. Roche donne alors le conseil de se retirer avec calme et ajoute : « Nous organiserons une réunion privée. » Mais il n'est pas écouté. On crie : « Vive Rochefort ! » et « A l'hôtel d'Europe ! »

Aux portes d'Isly, les manifestants font des torches avec des numéros du *Télégramme*.

Une panique se produit. Des femmes et des enfants tombent à terre. Ce sont les gendarmes qui viennent d'effectuer une première charge. La manifestation se reforme, renouant et débordant à chaque carrefour des cordons de troupes ou d'agents. On entend la *Marseillaise*. Les gendarmes prennent les manifestants à dos. Ceux-ci traversent la rue d'Isly au pas de course, toujours poursuivis.

Par différentes issues, les manifestants parviennent à pénétrer sur la place Bresson, où l'effervescence est extrême. La troupe arrive de tous côtés. La place est entièrement bloquée par les zouaves, les trairailleurs, les gendarmes. Un escadron de chasseurs d'Afrique effectue des charges continuelles devant l'hôtel d'Europe, balayant la place et la rue d'Isly.

Un grand nombre d'arrestations sont opérées. On arrête pour le cri de : « Vive Rochefort ! » Des femmes et même des jeunes filles sont emmenées dans les commissariats de police, qui regorgent. La police et la troupe font montre d'un vigoureux inaccoutumée.

Plusieurs bagarres se produisent sur les terrasses des cafés Continental et Tantonville. La troupe fait évacuer ces cafés. Une charge est opérée jusque sur les trottoirs. A onze heures, on relève 42 arrestations : toutes sont maintenues. Des détachements de troupes campent sur la place.

M. Henri Rochefort n'a pas reparu de la soirée à son hôtel. On le disait souffrant.

A onze heures et demie, un reporter de la *Dépêche Algérienne*, en service, est arrêté sur l'ordre d'un inspecteur de police.

Le calme est rétabli vers minuit.

R. Marie-Lefebvre.

Nouvelles Diverses

LE CRIME DE PANTIN

M. Lemercier, juge, continue son instruction relative à cette affaire. Il a entendu hier plusieurs personnes qui n'ont pu lui fournir de renseignements utiles.

L'identité du défunt, dont l'autopsie a été pratiquée à la Morgue, hier, par le docteur Thoinot, n'est pas définitivement établie, plusieurs pièces d'état civil portant des noms différents ayant été trouvées sur lui.

Quoi qu'il en soit, le cadavre a été envoyé à la Morgue sous le nom de José San-Pedro. Aucune arrestation n'a été faite hier.

UN DRAME DANS UN FIACRE

Une dame Louise A., âgée de trente ans, femme divorcée et demeurant rue Jacquemont, prenait hier matin, vers dix heures, en compagnie de sa bonne, un fiacre qui la conduisait de l'avenue de Clichy à la rue Vivienne. Elle fit descendre la domestique à l'angle de cette dernière voie et de la rue du Quatre-Septembre et un jeune homme prit place à côté d'elle.

Ordre fut alors donné au cocher de se rendre aux Champs-Élysées. La promenade ne fut du reste que de courte durée, et la voiture revint à son point de départ, près de la Bourse.

A ce moment deux coups de feu retentirent. Le cocher sauta à bas de son siège et trouva sa cliente affaissée, sanglante, sur les coussins. Elle venait de se loger deux balles dans la tête.

On la transporta au poste de la Banque d'Or, après un premier pansement, elle a été conduite par une voiture des Ambulances urbaines à l'Hôtel-Dieu. A peine y fut-elle

arrivée que la malheureuse rendit le dernier soupir.

PARIS LA NUIT

M. Alexandre Jorjais, âgé de trente-cinq ans, ouvrier cordonnier, regagnait son domicile, l'avant-dernière nuit, lorsque sur l'avenue de Versailles, qu'il suivait, il rencontra deux rôdeurs qui, après l'avoir injurié sans motif, le frappèrent en pleine poitrine de plusieurs coups de couteau.

La venue des gardiens de la paix, attirés par les cris du blessé, mit en fuite les meurtriers qui poursuivirent mais qu'on ne put rejoindre. Ils seront certainement retrouvés par le service de la Sûreté, Alexandre Jorjais ayant donné deux signalements très précis.

ACCIDENTS

Mme Louise Laurent, âgée de quarante-deux ans, traversait, hier matin à six heures, la rue Lafayette, lorsqu'elle fut renversée par une voiture dont le cheval était lancé à une allure excessive.

Pendant que des passants, témoins de l'accident, s'empêchaient autour de la pauvre femme et la transportaient dans une pharmacie où des soins lui ont été donnés, le cocher en profitait pour fouetter sa bête à tour de bras et échapper à toute poursuite.

L'état de Mme Laurent n'est pas, heureusement, très grave.

Un ouvrier maçon, Charles Rizier, âgé de vingt-deux ans, travaillait, hier matin, sur la façade d'une maison en construction, rue du Chemin-Vert.

Par suite d'un faux mouvement, il perdit l'équilibre et vint s'abattre sur le pavé.

Ce malheureux est mort pendant qu'on le portait à une pharmacie voisine.

Autre chute mortelle, celle d'une fillette de dix ans. Cette enfant, nommée Andrée Nédelay, dont le père, commis principal à la Préfecture de police, demeure rue de Rivoli, est tombée, hier matin, d'un balcon du cinquième étage. La mort de la pauvre petite a été instantanée.

Dans la matinée d'hier, par suite des travaux du Métropolitain effectués en ce moment rue de Rivoli, et du dégel qui s'est produit, un glissement de terrain a eu lieu dans une des tranchées et a occasionné une profonde excavation.

Des mesures de précaution ont été immédiatement prises par le service de la voirie.

Nous avons raconté dimanche que M. Roussel, agent de banque, 42, rue Cadet, avait frappé un facteur qui ne voulait pas reprendre une lettre sans valeur, taxée 60 centimes.

M. Roussel nous écrit pour nous dire qu'il n'est pas exact que la lettre apportée par le facteur Rougier était sans valeur. Loin de là, dit-il, j'attendais au contraire cette lettre et, au préalable, l'expéditeur m'avait adressé deux timbres de 0 fr. 45 pour l'accepter. J'habite au deuxième étage. La loge de la concierge est au premier. A neuf heures du soir, pendant que je souffrais d'un violent mal de tête, cette dame entre et me demande si je veux accepter une lettre non affranchie. Je réponds affirmativement et sans même regarder la lettre, je la jette sur mon bureau et lui remets un franc pour payer. Un instant après, elle me rapporte seulement 0 fr. 40. Surpris de cette majoration et n'ayant dans l'esprit que la somme de 0 fr. 30 envoyée par l'expéditeur et que je pensais devoir être suffisante, je crois que le facteur a fait erreur, et aussitôt, de chez moi, je lui ai crié d'attendre ; que, dans ce cas, je vais rendre la lettre.

De l'étage inférieur, par conséquent, ne pouvant pas savoir si la lettre était ouverte ou fermée, le facteur ne répond d'un ton qui me parut très provocateur : « J'ai encaissé, je ne vous rendrai rien du tout. Outre de cette réponse et me croyant toujours dans mon droit, je sortis. »

Nous insérons, sans commentaires, les explications de M. Roussel, mais cela n'explique pas le dément la scène par laquelle le facteur Rougier a déposé une plainte au commissariat de police.

LE FEU

Un incendie a éclaté hier matin, vers onze heures, dans un logement situé au n° 41 de la rue Mondétour. Une lancee été mise aussitôt en manœuvre et les pompiers se sont rendus maîtres du feu après une demi-heure de travail.

Il s'agit de sauver des flammes une jeune locataire qui était bloquée dans une chambre donnant sur la cour, et qui en a été quitte pour la peur.

Jean de Paris.

Mémento. — Le service de la statistique municipale a compté, pendant la 5^e semaine, 969 décès, chiffre supérieur à celui de la semaine précédente, mais inférieur à la moyenne de la saison.

On a célébré à Paris 494 mariages et enregistré la naissance de 1,249 enfants vivants, 630 garçons et 619 filles.

J. de P.

AVIS DIVERS

EN UNE SEULE APPLICATION, recoloration naturelle des cheveux blancs par la *BAMMATRINE* inoffensive. Indiquer au pharmacien le n° de mandat, 6 fr. 85. *Parfumerie Ecotique*, 35, rue du Quatre-Septembre.

PAIN GRILLÉ JACQUET, 92, rue Richelieu.

(CHEVEUX PROPRES et sains par le nettoyage en dix minutes à l'ANTISEPTIQUE de LENTHERIC, 246, rue Saint-Honoré, Paris. 4 francs. — Franco, 4 francs 85.)

(RAVIR une montagne ou des étages n'est plus les asthmatiques ; en fumant une *Cigarette de Grimault et Cie*, ils se permettent ces exercices sans oppression ni essoufflement.)

FARDS DE TOILETTE *pr la ville et le théâtre*. Ch. Fay, parfumeur, 9, r. de la Paix, Paris.

GOUTTE, GRAVELLE, RHUMATISMES. Guérison immédiate assurée par *LA LISERONNE DAVYSONN* (Envoi franco de la brochure).

PHARMACIE NORMALE, 47 et 49, rue Drouot, 15 et 17, rue de Provence, Paris.

PHYSIONOMIE PIQUANTE grâce à la *SEVE SOURCILIERE*, qui arrête la chute des cils et des sourcils, les fait repousser et les brunit. *Parf. Ninon*, 34, rue du 4-Septembre.

Le canal de Marseille au Rhône. — Le ministre des travaux publics vient de déposer, au nom du gouvernement, sur le bureau de la Chambre des députés, un projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un canal destiné à mettre le port de Marseille en communication avec le Rhône, c'est-à-dire avec le réseau général de navigation intérieure.

Le canal de Marseille au Rhône. — Le ministre des travaux publics vient de déposer, au nom du gouvernement, sur le bureau de la Chambre des députés, un projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un canal destiné à mettre le port de Marseille en communication avec le Rhône, c'est-à-dire avec le réseau général de navigation intérieure.

Le canal de Marseille au Rhône. — Le ministre des travaux publics vient de déposer, au nom du gouvernement, sur le bureau de la Chambre des députés, un projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un canal destiné à mettre le port de Marseille en communication avec le Rhône, c'est-à-dire avec le réseau général de navigation intérieure.

Le canal de Marseille au Rhône. — Le ministre des travaux publics vient de déposer, au nom du gouvernement, sur le bureau de la Chambre des députés, un projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un canal destiné à mettre le port de Marseille en communication avec le Rhône, c'est-à-dire avec le réseau général de navigation intérieure.

Le canal de Marseille au Rhône. — Le ministre des travaux publics vient de déposer, au nom du gouvernement, sur le bureau de la Chambre des députés, un projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un canal destiné à mettre le port de Marseille en communication avec le Rhône, c'est-à-dire avec le réseau général de navigation intérieure.

Le canal de Marseille au Rhône. — Le ministre des travaux publics vient de déposer, au nom du gouvernement, sur le bureau de la Chambre des députés, un projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un canal destiné à mettre le port de Marseille en communication avec le Rhône, c'est-à-dire avec le réseau général de navigation intérieure.

Le canal de Marseille au Rhône. — Le ministre des travaux publics vient de déposer, au nom du gouvernement, sur le bureau de la Chambre des députés, un projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un canal destiné à mettre le port de Marseille en communication avec le Rhône, c'est-à-dire avec le réseau général de navigation intérieure.

Le canal de Marseille au Rhône. — Le ministre des travaux publics vient de déposer, au nom du gouvernement, sur le bureau de la Chambre des députés, un projet de loi ayant pour objet l'établissement d'un canal destiné à mettre le port de Marseille en communication avec le Rhône, c'est-à-dire avec le réseau général de navigation intérieure.

Ce projet de loi avait déjà été présenté en 1895, et il avait fait l'objet d'un rapport favorable de la Commission parlementaire chargée de son examen ; mais il ne put venir en discussion avant l'expiration de la législature et est, par suite, devenu caduc.

La dépense de construction du canal projeté est évaluée, d'après le ministre, à 80 millions, dont 40 millions à fournir par l'Etat et 40 millions, à titre de subside, par les corps locaux intéressés, savoir :

Dép. des Bouches-du-Rhône..... 6.666.666
Ville de Marseille..... 6.666.666
Chambre de commerce..... 26.666.668
40.000.000

Le canal aurait 54 kil. de longueur. Il partirait de La Madrague, à l'extrémité nord du port de Marseille, pour aboutir dans le Rhône, à Bras-Mort, soit à environ 10 kilom. en amont de Saint-Louis.

En quittant Marseille, il longerait la côte jusqu'à la pointe de la Lave. Il traverserait le port de la Lave, le canal de la Lave, le canal de 7.000 mètres et débouerait à Martigues, dans l'étang du Solmon ; il longerait la côte sud de l'étang de Berre, passerait près du cap des Trois-Frères et arriverait à Martigues ; il emprunterait ensuite le canal maritime jusqu'à Bouc, puis une partie du canal d'Arles à Bouc, et se détacherait au pont à clapiers pour se diriger en droite ligne sur le Rhône à Bras-Mort.

Bienfaisance. — L'Œuvre parisienne des Colonies maternelles scolaires donnera son concert annuel suivi d'une tombola, dimanche 12 courant, dans la Salle des Fêtes de la mairie du quatrième arrondissement. Grâce au concours d'artistes de la Comédie-Française, de l'Opéra et de l'Opéra-Comique, cette maternelle sera des plus brillantes.

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur cette œuvre éminemment philanthropique, due à l'initiative du personnel des Ecoles maternelles qui, effrayés des ravages de la misère dans les rangs de leurs petits élèves, n'ont pas craint de prélever sur leurs propres deniers pour donner ce qui, après le pain de chaque jour, est le plus urgent pour l'enfance : un peu d'air pur.

On trouve des billets chez Mlle Feyzeau, directrice de l'Ecole maternelle, rue Victor-Corbin.

Chez les artistes. — On vendait il y a quelques jours la collection d'un bibliophile distingué, doué d'un sens artistique très sûr, et qui, toute sa vie, bienveillant aux jeunes, savait reconnaître et apprécier ceux que leurs qualités mûrissent. Ils avaient porté au premier rang dans la pléiade de nos artistes contemporains.

Parmi les enchères les plus vivement disputées, un lot de dessins à la plume, de curieuses gouaches et de délicates aquarelles a atteint des prix très élevés. Elles étaient signées de la main de M. Marold, mort il y a quelques mois à peine, très jeune encore et dans la plénitude de son talent. Marold avait su se faire une place enviable parmi les illustrateurs célèbres, et Paul Bourget, Loti et Théophile Gautier lui avaient confié plusieurs de leurs œuvres. Une de ses dernières compositions fut une suite d'aquarelles, fines et gracieuses têtes de femmes, au type essentiellement parisien et personnifiant les Quatre Saisons.

Il nous a été donné de les admirer merveilleusement reproduites sur les très artistiques Calendriers qui a fait éditer cette année, par les Imprimeries Lemercier, la Compagnie d'Assurances sur la Vie l'Equitable des Etats-Unis, au type essentiellement parisien et personnifiant les Quatre Saisons.

Le professeur Potain, membre de l'Institut, président. A la table d'honneur, outre le doyen de la Faculté de médecine et le docteur Napas, l'Excellent directeur général de l'Assistance publique, la plupart des membres de la Faculté, un grand nombre de membres de l'Académie de médecine et de médecins des hôpitaux. Au total, deux cents convives.

Pendant le dîner, l'orchestre de Desgranges n'a cessé de se faire entendre en sourdine. Au dessert, des toasts d'une verve et d'une émotion vives, les uns de pair ont été prononcés par M. Potain, par le directeur général de l'Assistance publique, au nom des pauvres malades des hôpitaux ; par le docteur Charrier, au nom des élèves du maître ; par le professeur Landouzy qui, très éloquentement, a bu à la mère et à la femme du nouveau commandeur, et à son frère M. Auguste Dieulafoy, membre de l'Académie des inscriptions.

Le professeur Georges Dieulafoy, d'une vibrante et toute simple allocution, a remercié ses maîtres, ses élèves, ses amis, et a clos la série des toasts en buvant à la belle profession médicale, si noble et si ouverte à toutes les idées de générosité, de tolérance et de justice.

La question du pain. — La Société Parisienne de Médecine-Boulangerie système Schweitzer termine ce jour la construction de son usine de la Villette, pour la fabrication quotidienne de 50,000 kilogr. de pain.

Pour mettre le « meilleur pain » à la portée de tous, cette Société va louer des boutiques et créer des magasins de vente dans les différents arrondissements de Paris.

La Société Parisienne de Médecine-Boulangerie a l'honneur de vous adresser, en guise de remerciement, la mesure possible les intérêts en prévision, donnera la préférence dans chaque quartier aux boulangers qui désireraient devenir dépositaires du « meilleur pain ».

Les offres sont reçues au dépôt central, rue Marsollier et rue Méhul.

Avis. — Nous apprenons qu'un traité vient d'être signé aujourd'hui entre la Compagnie du Métropolitain de Paris et la Société Industrielle de Téléphones pour la fourniture des câbles électriques.

Crime dans un pensionnat. — Une crime odieux, commis dans des circonstances encore mystérieuses, vient d'être découvert à Lille, où il cause une indicible émotion.

Un enfant de douze ans, Gaston Foveaux, disparu depuis dimanche, a été retrouvé hier, étranglé, dans le pensionnat de la rue de la Monnaie, dirigé par des Frères des écoles chrétiennes. Le cadavre était dans une petite caisse. Le Parquet, aussitôt prévenu, se rendit sur les lieux, et un médecin-légiste procéda à un examen rapide. Il constata que l'enfant avait été étranglé et avait subi d'odieux outrages.

A la suite de l'enquête, la justice a procédé à l'arrestation de Frère Flamand, soupçonné d'être l'auteur de ce crime abominable.

Exécution capitale. — Hier matin à eu lieu à Remiremont l'exécution de Zuckermeyer, condamné à mort par la Cour d'assises des Vosges, le 10 décembre 1898, pour assassinat et viol de la petite Gully.

A quatre heures et demie du matin, les bois de justice sont amenés et le montage commence. L'opération est terminée à six heures.

A six heures et demie, M. Piéton, procureur de la République, assisté du substitut, du juge d'instruction, du greffier et de M. Desbrieux-Mortiers, avocat, se rend à la prison. Zuckermeyer, qui s'était couché vers minuit

et somnait encore, est réveillé et apprend la grande émotion apparente le rejet de son recours en grâce. Il se confesse à l'abbé Wogli, pendant que l'aumônier de la prison célèbre la messe, la commune ; il fait appeler ensuite le procureur, lui exprime son repentir du crime commis, et demande pardon à la société. Puis, il dit adieu à ses gardiens.

Arrivé devant la guillotine, il demande encore deux fois pardon, mais il ne peut en dire davantage, les assistants venant à l'instant le pousser sur la bascule ; il n'a pas failli un instant et a fait constamment preuve de courage et de résignation.

A sept heures quinze, tout était terminé et le corps transporté au cimetière, où a eu lieu l'inhumation.

Concert de bienfaisance. — Demain vendredi aura lieu au Grand-Théâtre de Reims un concert de bienfaisance organisé par les étudiants en médecine et en pharmacie de cette ville, sous la présidence de M. Noiret, maire, et de M. le docteur Henrot, directeur de l'Ecole de médecine.

Le programme de cette soirée est des plus attrayants : Mlle Renée Richard, de l'Opéra ; Mlle Darlof, M. Simon-Max, plusieurs artistes du Chat-Noir ont promis de se faire entendre et de contribuer au succès de cette fête de charité, due surtout à l'initiative du président du Comité des étudiants, M. Depouilly, et de ses assesseurs, MM. Fortin, Camus, Gallimard, etc.

M. Gallimard est le fils du général de division Gallimard, commandant d'armes de cette ville, qui est si unanimement estimé et considéré, et qui est un des chefs militaires en lesquels le ministre de la guerre et le gouvernement placent justement toute leur confiance.

Les drames de la mer. — Le dernier opéra de Quimper. — Le dernier opéra de vent qui s'est abattu sur nos côtes a malheureusement causé d'autres sinistres que les sinistres causés par le premier. Hier, il faut ajouter aux huit victimes englouties avec les chaloupes 1560 et 1592, d'Audrieux, dix autres qui venaient de faire le naufrage du bateau n° 97, de Treboul, près de Douarnenez, qui a disparu corps et biens et dont on n'a retrouvé que quelques épaves.

Une autre embarcation d'Audrieux est considérée comme perdue. C'est celle du patron Diller, n° 1402, dont on n'est sans nouvelles et qui est, croit-on, montée par six hommes.

La tempête de ces derniers jours aurait donc fait vingt-quatre victimes parmi notre population maritime.

Tempête. — Par suite de la violente tempête qui sévit sur la côte, les deux mâts de la chaloupe du curassé *Dévastation*, qui conduisait des pêcheurs de la terre, ont été brisés au moment où la chaloupe arrivait près du petit port de Gueydon.

Aucun marin n'a été blessé.

La mer est démontée et on signale de nombreux naufrages de bateaux de pêche.

Les navires allemands à Tunis. — Les deux navires de guerre allemands *Stech* et *Crocodile* sont arrivés. Le premier s'est enfoncé dans le port, à Tunis ; l'autre est resté en rade de La Goulette, à cause de son tirant d'eau trop fort, et a salué de vingt et un coups de canon.

La première pierre de la nouvelle église de Bizerte a été bénie hier matin par le cardinal Perraud. Une cérémonie solennelle a eu lieu à cette occasion.

Le cardinal s'est embarqué le soir pour la France.

Argus.

Figaro à la Bourse

Jeu 9 février.

Séance fluctuante, hésitante, indécise, ondoyée et diverse. Dès le début, on voyait que le marché n'était pas tout à fait dans son assiette. Des réalisations se sont encore produites, des alignements de positions ont encore été effectués. D'abord parce que de nouvelles couches de spéculateurs se disent qu'ils décideront un tiers vaut mieux que deux tu l'auras, et ensuite parce que la politique intérieure recommence à donner lieu à de nouveaux bavardages. Mais je me dépêche de dire que tout cela n'a pas trop alourdi nos nerfs. Des vendeurs à découvert ont été bien aises de trouver à se dégrader dans des conditions relativement bonnes, en sorte que les offres provenant des réalisations et allègements sans trop de difficultés. Puis, la belle tenue de l'Italien et du Portugais ont redonné du ton au marché. Le premier gagne 25 centimes, à 95 après 94.70, sur gros achats de Berlin. Le second prend positivement le mors aux dents, et à 26 90, s'offre une nouvelle plus-value de plus d'un point, sur le bruit, — hélas ! que j'en ai vu courir, des bruits pareils ! — que le Portugal serait disposé à entrer en arrangements avec ses créanciers, à toutes conditions, d'abord parce que de nouvelles couches de spéculateurs se disent qu'ils décideront un tiers vaut mieux que deux tu l'auras, et ensuite parce que la politique intérieure recommence à donner lieu à de nouveaux bavardages. Mais je me dépêche de dire que tout cela n'a pas trop alourdi nos nerfs. Des vendeurs à découvert ont été bien aises de trouver à se dégrader dans des conditions relativement bonnes, en sorte que les offres provenant des réalisations et allègements sans trop de difficultés. Puis, la belle tenue de l'Italien et du Portugais ont redonné du ton au marché. Le premier gagne 25 centimes, à 95 après 94.70, sur gros achats de Berlin. Le second prend positivement le mors aux dents, et à 26 90, s'offre une nouvelle plus-value de plus d'un point, sur le bruit, — hélas ! que j'en ai vu courir, des bruits pareils ! — que le Portugal serait disposé à entrer en arrangements avec ses créanciers, à toutes conditions, d'abord parce que de nouvelles couches de spéculateurs se disent qu'ils décideront un tiers vaut mieux que deux tu l'auras, et ensuite parce que la politique intérieure recommence à donner lieu à de nouveaux bavardages. Mais je me dépêche de dire que tout cela n'a pas trop alourdi nos nerfs. Des vendeurs à découvert ont été bien aises de trouver à se dégrader dans des conditions relativement bonnes, en sorte que les offres provenant des réalisations et allègements sans trop de difficultés. Puis, la belle tenue de l'Italien et du Portugais ont redonné du ton au marché. Le premier gagne 25 centimes, à 95 après 94.70, sur gros achats de Berlin. Le second prend positivement le mors aux dents, et à 26 90, s'offre une nouvelle plus-value de plus d'un point, sur le bruit, — hélas ! que j'en ai vu courir, des bruits pareils ! — que le Portugal serait disposé à entrer en arrangements avec ses créanciers, à toutes conditions, d'abord parce que de nouvelles couches de spéculateurs se disent qu'ils décideront un tiers vaut mieux que deux tu l'auras, et ensuite parce que la politique intérieure recommence à donner lieu à de nouveaux bavardages. Mais je me dépêche de dire que tout cela n'a pas trop alourdi nos nerfs. Des vendeurs à découvert ont été bien aises de trouver à se dégrader dans des conditions relativement bonnes, en sorte que les offres provenant des réalisations et allègements sans trop de difficultés. Puis, la belle tenue de l'Italien et du Portugais ont redonné du ton au marché. Le premier gagne 25 centimes, à 95 après 94.70, sur gros achats de Berlin. Le second prend positivement le mors aux dents, et à 26 90, s'offre une nouvelle plus-value de plus d'un point, sur le bruit, — hélas ! que j'en ai vu courir, des bruits pareils ! — que le Portugal serait disposé à entrer en arrangements avec ses créanciers, à toutes conditions, d'abord parce que de nouvelles couches de spéculateurs se disent qu'ils décideront un tiers vaut mieux que deux tu l'auras, et ensuite parce que la politique intérieure recommence à donner lieu à de nouveaux bavardages. Mais je me dépêche de dire que tout cela n'a pas trop alourdi nos nerfs. Des vendeurs à découvert ont été bien aises de trouver à se dégrader dans des conditions relativement bonnes, en sorte que les offres provenant des réalisations et allègements sans trop de difficultés. Puis, la belle tenue de l'Italien et du Portugais ont redonné du ton au marché. Le premier gagne 25 centimes, à 95 après 94.70, sur gros achats de Berlin. Le second prend positivement le mors aux dents, et à 26 90, s'offre une nouvelle plus-value de plus d'un point, sur le bruit, — hélas ! que j'en ai vu courir, des bruits pareils ! — que le Portugal serait disposé à entrer en arrangements avec ses créanciers, à toutes conditions, d'abord parce que de nouvelles couches de spéculateurs se disent qu'ils décideront un tiers vaut mieux que deux tu l'auras, et ensuite parce que la politique intérieure recommence à donner lieu à de nouveaux bavardages. Mais je me dépêche de dire que tout cela n'a pas trop alourdi nos nerfs. Des vendeurs à découvert ont été bien aises de trouver à se dégrader dans des conditions relativement bonnes, en sorte que les offres provenant des réalisations et allègements sans trop de difficultés. Puis, la belle tenue de l'Italien et du Portugais ont redonné du ton au marché. Le premier gagne 25 centimes, à 95 après 94.70, sur gros achats de Berlin. Le second prend positivement le mors aux dents, et à 26 90, s'offre une nouvelle plus-value de plus d'un point, sur le bruit, — hélas ! que j'en ai vu courir, des bruits pareils ! — que le Portugal serait disposé à entrer en arrangements avec ses créanciers, à toutes conditions, d'abord parce que de nouvelles couches de spéculateurs se disent qu'ils décideront un tiers vaut mieux que deux tu l'auras, et ensuite parce que la politique intérieure recommence à donner lieu à de nouveaux bavardages. Mais je me dépêche de dire que tout cela n'a pas trop alourdi nos nerfs. Des vendeurs à découvert ont été bien aises de trouver à se dégrader dans des conditions relativement bonnes, en sorte que les offres provenant des réalisations et allègements sans trop de difficultés. Puis, la belle tenue de l'Italien et du Portugais ont redonné du ton au marché. Le premier gagne 25 centimes, à 95 après 94.70, sur gros achats de Berlin. Le second prend positivement le mors aux dents, et à 26 90, s'offre une nouvelle plus-value de plus d'un point, sur le bruit, — hélas ! que j'en ai vu courir, des bruits pareils ! — que le Portugal serait disposé à entrer en arrangements avec ses créanciers, à toutes conditions, d'abord parce que de nouvelles couches de spéculateurs se disent qu'ils décideront un tiers vaut mieux que deux tu l'auras, et ensuite parce que la politique intérieure recommence à donner lieu à de nouveaux bavardages. Mais je me dépêche de dire que tout cela n'a pas trop alourdi nos nerfs. Des vendeurs à découvert ont été bien aises de trouver à se dégrader dans des conditions relativement bonnes, en sorte que les offres provenant des réalisations et allè

